



2015-2016

Department of Justice French-language Services Plan

The Department of Justice's vision is to have Nova Scotia with a people-centered justice system and the safest communities in the country.



La vision du ministère de la Justice est d'avoir une province où le système de justice est axée sur les gens, et où les collectivités les plus sûres au pays.

Plan de services en français du ministère de la Justice 2015-2016

31 mars 2015

Message de la sous-ministre

C'est avec plaisir que je présente le plan de services en français du ministère de la Justice pour 2015-2016.

Le plan appuie la vision du Ministère à l'effet que la Nouvelle-Écosse est une province où le système de justice est axée sur les gens, et où les collectivités sont les plus sûres au pays. Le plan énonce nos buts et nos priorités et cible la culture et le mieux-être au sein du milieu de travail, le travail en collaboration pour la sécurité et le mieux-être de la population, et l'amélioration de l'accès à la justice.

Le plan met en évidence nos réalisations antérieures et indique la voie pour l'avenir, ce qui traduit notre engagement à contribuer à la préservation et à l'essor de la communauté acadienne et francophone et à offrir des services en français. En répondant aux besoins de nos collectivités, le Ministère continuera de fournir les ressources, l'équipement, les installations et la formation nécessaires pour l'exécution efficace et sécuritaire de ses fonctions.

Le plan a été élaboré à partir d'une grande quantité d'informations fournies par les divisions du Ministère et de l'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse. Il reflète notre engagement à atteindre les objectifs de leadership et d'orientation politique, de disponibilité et d'accessibilité des services en français et d'engagement communautaire et de sensibilisation.

Nous envisageons avec plaisir la mise en œuvre de notre plan de services en français et continuons d'appuyer les employés qui travaillent avec nos partenaires gouvernementaux et communautaires pour veiller à ce que l'application des politiques ainsi que l'offre des programmes et des services répondent efficacement aux besoins de nos citoyens acadiens et francophones.

Nous demeurons déterminés à respecter notre mandat qui est d'administrer la justice, de promouvoir la sûreté et la sécurité des Néo-Écossais grâce à des programmes, à des services et à des initiatives liés à la justice.

Je remercie sincèrement tous ceux et celles qui ont contribué à la préparation de ce plan. J'espère que vous serez d'accord que celui-ci montre bien l'engagement du ministère de la Justice et de l'Aide juridique à servir la province et sa population au moyen de services qui sont efficaces, justes et transparents.

La sous-ministre,

Judith F. Ferguson

Message from the Deputy Minister

I am delighted to present the Department of Justice French-language Services Business Plan for 2015-2016.

The Plan supports the department's vision of Nova Scotia as a province with a people-centred justice system and the safest communities in the country. It identifies our goals and priorities focusing on: workplace culture and wellbeing; working together for community safety and wellbeing; and improving access to justice.

The Plan highlights our past accomplishments and sets a road map for our future, reflecting our commitment to contribute to the preservation and growth of the Acadian and francophone community and to provide for the delivery of French-language services. In responding to the needs of our communities, the department will continue to provide the necessary resources, equipment, facilities, and training to carry out its duties safely and effectively.

This Plan is the result of extensive input from the Department of Justice divisions and Nova Scotia Legal Aid (*Legal Aid*), reflecting our commitment to meet the objectives of Leadership and Policy Direction, Availability and Accessibility of French-language Services, as well as Community Engagement and Outreach.

We look forward to the implementation of the French-language Services Business Plan and continue to support employees as they work collaboratively with our government and community partners to ensure justice policies, programs and services effectively serve the needs of our Acadian and francophone citizens.

We remain committed to our mandate of being responsible for the administration of justice and for promoting the safety and security of Nova Scotians through justice-related programs, services and initiatives.

I extend a sincere thanks to all who have contributed to the making of this Plan. I hope that you will agree that this Plan demonstrates Justice and Legal Aid's commitment to serving the province and its people through services that are effective, fair and transparent.

Judith F. Ferguson,

Deputy Minister

Réponses aux demandes en français

Les Services judiciaires et les Services correctionnels sont les divisions du ministère de la Justice qui ont le plus de contacts avec le public. Les employés de ces divisions transmettent les demandes orales ou écrites reçues en français à des employés de leur propre lieu de travail qui peuvent y répondre en français. Si aucun employé dans le bureau n'est en mesure de répondre à la demande en français, la correspondance sera transmise au bureau principal pour traduction ou à un autre membre du personnel capable de répondre aux questions en français.

Les Services juridiques répondent aux demandes orales ou écrites en français selon les possibilités. Plusieurs employés parlent assez couramment le français pour répondre à pied levé aux demandes et aux appels en français.

D'autres divisions font appel à des employés qui participent à la campagne *Bonjour!* pour répondre à des demandes précises en français. Si personne ne peut traiter la demande localement, celle-ci peut être transmise à la coordonnatrice des services en français du Ministère.

L'Aide juridique

L'Aide juridique garde à jour une liste d'avocats qui parlent français et qui acceptent d'y travailler en tant qu'avocats de service pouvant offrir des services en français. L'Aide juridique compte quelques employés qui peuvent converser en français. Si l'Aide juridique reçoit des lettres en français, on y répondra en français. Les documents sont traduits soit à l'interne soit par Communications Nouvelle-Écosse.

Responses to French Requests

Court Services and Correctional Services are the divisions within the Department of Justice that have the most public contact. Employees in Courts and Correctional Services forward French written or oral requests to staff within their workplace that are able to respond in French. If there is no one within the office who can respond in French, the correspondence is forwarded to head office for translation or to other staff who are able to answer questions in French.

Legal Services responds to French requests, in writing and orally, as capacity permits and they have several staff fairly fluent in French who are able to field calls and inquiries.

Other divisions use staff members participating in the "*Bonjour!*" campaign to respond to specific inquiries in French. If there is no one at the local level who can manage the request, it may be referred to the department's French-language Services Coordinator.

Legal Aid

Legal Aid maintains a list of French-speaking lawyers who are willing to provide telephone duty counsel services in French. Legal Aid has a few staff members who are able to converse in the French-language. If Legal Aid receives written correspondence in French, the response will be in French. Documents will be translated in-house or by Communication Nova Scotia.

Inventaire des services en français

Le ministère de la Justice a :

- une page Web intitulée Service en français sur laquelle se trouve tout ce qui a été traduit à l'intention du public.

French-language Services Inventory

Department of Justice offers:

- a "Services en français" web page on their website with all the translated material that is made available to the public.

Les Services judiciaires :

- tiennent des audiences en français devant les tribunaux, conformément au *Code criminel*;
- offrent des services d'interprétation à la Cour provinciale pour les affaires criminelles;
- participent à la campagne *Bonjour!*;
- offrent des services de traduction simultanée à la Cour suprême et à la Cour d'appel pour les affaires criminelles, s'il y a lieu;
- font traduire des documents imprimés et en ligne dans les domaines prioritaires;
- offrent des services d'interprétation au tribunal de la famille pour certaines questions familiales;
- offrent le Programme d'information pour les parents (PIP) à la Division et au Tribunal de la famille;
- ont des employés bilingues dans les bureaux de l'administration des palais de justice dans des localités précises.

Les Services correctionnels :

- rédigent en français des rapports présentenciels;
- supervisent en français des détenus à certains endroits;
- participent à la campagne *Bonjour!*.

Les Services juridiques :

- répondent en français aux demandes du public et d'autres ministères du gouvernement.

Le Service de technologie de l'information :

- assiste les clients au sein du Ministère pour répondre aux demandes de mise en ligne de matériel en français quand on juge que les activités du Ministère l'exigent.

La Division de la sécurité publique offre :

- sur demande, un exposé en français sur la cyberintimidation,
- des services en français dans les bureaux de la sécurité privée et des armes à feu.

Court Services provides:

- hearings in court in accordance with the *Criminal Code*;
- interpreters in Provincial Court for criminal matters;
- staff participation in the "*Bonjour!*" campaign;
- simultaneous translators as required at Supreme Court and Appeal Court for criminal matters;
- translated print and website materials in priority subject areas;
- interpreters in Family Court for certain family matters;
- the Parent Information Program in both official languages in Family Division and Family Court; and
- bilingual staff in court administration offices located in designated areas.

Correctional Services provides:

- French pre-sentence reports;
- offender supervision in French at certain locations; and
- staff participation in the "*Bonjour!*" campaign.

Legal Services provides:

- services in French by responding to inquiries from members of the public and other government departments.

Information Technology provides:

- support to department clients to accommodate online French requirements where departmental business functions deem necessary.

Public Safety and Security provides:

- French educational presentation about cyberbullying upon request; and
- services in French in the private security and firearms offices.

| | |
|---|---|
| <p>L'Aide juridique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • publie des informations dans les deux langues officielles du pays sur son site Web à http://fr.nslegalaid.ca/; • offre gratuitement et immédiatement, et ce, 24 heures sur 24, un service de consultation téléphonique avec un avocat de service qui donne des conseils juridiques en anglais ou en français aux personnes en état d'arrestation ou qui sont détenues; • au besoin, retient les services d'un avocat qui parle français pour représenter un accusé, même si cet avocat doit venir de l'extérieur de la province. | <p>Legal Aid provides:</p> <ul style="list-style-type: none"> • information on their website http://fr.nslegalaid.ca/ in both official languages; • a 24-hour telephone duty counsel service providing free and immediate legal advice in French or English to people who have been arrested or detained; and • that French-speaking counsel is retained to represent the accused even if counsel has to be from out of province. |
| <p style="text-align: center;">Coordonnatrice des services en français</p> <p style="text-align: center;">Léda M.D. Zlotnick Leda.Zlotnick@novascotia.ca</p> | <p style="text-align: center;">French-language Services Coordinator</p> <p style="text-align: center;">Leda M.D. Zlotnick Leda.Zlotnick@novascotia.ca</p> |
| <p style="text-align: center;">Progrès réalisés par rapport aux buts et objectifs en 2014-2015</p> | <p style="text-align: center;">Progress in Reaching Goals and Objectives for 2014-2015</p> |
| <p style="text-align: center;"><i>Objectif stratégique 1 – Leadership et orientation politique</i></p> | <p style="text-align: center;"><i>Strategic Objective 1 – Leadership and policy direction</i></p> |
| <p><u>Buts et objectifs du Ministère pour 2014-2015</u> Pour se faire le champion et assurer le soutien des cadres de planification, d'administration et d'élaboration de politiques pour la mise en œuvre de la <i>Loi sur les services en français</i> et son règlement, le ministère de la Justice s'est engagé à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ appuyer les Affaires acadiennes par l'application de la <i>Loi sur les services en français</i> et de son règlement; ○ contribuer au rapport d'étape annuel du gouvernement provincial sur les services en français; ○ continuer d'élaborer des politiques pour appuyer la prestation de services en français. <p><u>Mesures prévues en 2014-2015</u> Le Ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> • poursuivra ses consultations avec les intervenants francophones, notamment les Affaires acadiennes, l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle- | <p><u>Department's Goals and Objectives 2014-2015</u> To champion and support the policy development, planning, and administrative frameworks for the implementation of the <i>French-language Services Act</i> and <i>Regulations</i>, the Department of Justice is committed to:</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ supporting Acadian Affairs by implementing the <i>French-language Services Act</i> and <i>Regulations</i>; ○ contributing to the provincial government's Annual Plan and Progress Report on French-language services; and ○ ongoing development of policies to support the delivery of French-language services. <p><u>Department's Planned Measures for 2014-2015</u> The Department of Justice will:</p> <ul style="list-style-type: none"> • continue to consult with French-language stakeholders such as Acadian Affairs, l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse and la |

Écosse et la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse, pour explorer les secteurs où plus de services pourraient être offerts à la communauté acadienne et francophone;

- fera en sorte que la coordonnatrice des services en français continue de siéger à plusieurs comités et tiendra l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse (AJEFNE) et le comité de coordination des services en français aux Affaires acadiennes informés des projets en cours;
- appuiera les Affaires acadiennes en mettant en œuvre et en suivant le programme *Bonjour!* et en faisant la promotion des prix d'excellence *Bonjour!* pour les services en français;
- fera en sorte que la coordonnatrice des services en français passe en revue tous les tableaux sur les besoins des divisions pour la prestation de services en français.

L'Aide juridique sera représentée au sein du comité consultatif ministériel sur les services en français.

Progrès réalisés par rapport aux buts et objectifs pour 2014-2015

Le ministère de la Justice a veillé à l'application de la Loi sur les services en français et de son règlement par l'entremise de son comité consultatif ministériel sur les services en français.

Il a continué de consulter les intervenants francophones pour explorer les secteurs où plus de services pourraient être offerts. Il y a eu une rencontre avec la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse.

La coordonnatrice des services en français du Ministère a participé tous les mois aux réunions du comité de coordination des services en français aux Affaires acadiennes et a participé aux réunions des sous-comités sur les ressources humaines et la formation, et sur l'offre active.

*Le Ministère a appuyé la campagne *Bonjour!* de façon continue. En 2014, le ministère a reçu le prix d'excellence *Bonjour!* pour les services en français dans la catégorie Excellence en matière de leadership.*

Il a procédé à la révision et à la mise à jour de tous les tableaux des besoins opérationnels pour les services en français de ses divisions.

Il a terminé la rédaction de son plan de services en français pour 2015-2016 avant le 31 mars 2015.

Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse to explore areas where enhanced services could be offered to the Acadian and francophone community;

- ensure the French-language Services Coordinator continues to sit on numerous committees and keep l'Association des juristes expression française de la Nouvelle-Écosse and the French-language Services Coordinators Committee at Acadian Affairs informed of current projects;
- support Acadian Affairs by implementing the "*Bonjour!*" campaign at the Department of Justice and by promoting the "*Bonjour!*" Awards for Excellence in French-language Services; and
- ensure the French-language Services Coordinator conducts a review of all the divisional French-language services operational needs tables.

Legal Aid will be represented on the Department of Justice French-language Advisory Committee.

The Department Progress in Reaching Goals and Objectives for 2014-2015

The Department of Justice monitored the implementation of the French-language Services Act and Regulations through its Departmental French-language Services Advisory Committee.

The department continued on an ongoing basis to consult with French-language stakeholders to explore areas where enhanced services could be offered. One meeting was held with "La Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse".

The departmental French-language Coordinator sat monthly on the French-language Services Coordinators Committee at Acadian Affairs and participated on the HR and Training and the Active Offer sub-committees as required.

*The "*Bonjour!*" campaign was supported by the department on an ongoing basis. In 2014, the department had a "*Bonjour!*" Awards recipient for Excellence in French-language Services for Excellence in Leadership.*

A review of all the divisional French-language services operational needs tables was conducted and the tables were updated.

The 2014-15 accountability report and the 2015-16 Goals and Priorities were completed by March 31,

Progrès réalisés par l'Aide juridique par rapport aux buts et objectifs pour 2014-2015

L'Aide juridique a assisté aux réunions trimestrielles du comité consultatif ministériel sur les services en français.

2015.

Legal Aid Progress in Reaching Goals and Objectives for 2014-2015

Legal Aid attended the Department of Justice French-language Services Advisory Committee quarterly.

Objectif stratégique 2 : Disponibilité et accessibilité des services en français

Strategic Objective 2: Availability and accessibility of French-language Services

Buts et objectifs du Ministère pour 2014-2015

Pour augmenter la visibilité des services en français par l'offre active, la communication, les ressources électroniques et sur papier ainsi qu'une plus grande capacité de la part de la fonction publique d'offrir des services en français, le Ministère s'est engagé à :

- offrir des services et du matériel d'information qui répondent aux besoins prioritaires de la communauté acadienne et francophone;
- appuyer l'apprentissage du français;
- augmenter la capacité d'offrir des services en français dans les domaines prioritaires.

Department's Goals and Objectives 2014-2015

To increase the visibility of French-language services through active offer, communications, printed and electronic material, and increased French-language capacity of public servants, the Department of Justice is committed to:

- delivering services and informational materials that respond to the priority needs of the Acadian and francophone community;
- supporting French-language training; and
- increasing capacity to provide French-language services in priority areas.

Mesures prévues en 2014-2015

Le Ministère :

- continuera d'indiquer quels textes imprimés et électroniques et quels contenus Web devraient être traduits en français (notamment les documents de travail pour la consultation sur le droit de la famille) et dans quel ordre de priorité. Il fera des recommandations à cet égard;
- embauchera des employés bilingues quand des postes désignés bilingues seront à pourvoir selon les besoins du Ministère;
- continuera d'appuyer la coordonnatrice des services en français qui
 - coordonnera l'évaluation des compétences en français des employés déjà en poste et des nouveaux employés qui occupent des postes désignés bilingues, et assistera les ressources humaines avec le processus d'embauche;
 - élaborera un plan de traduction pour le matériel imprimé et électronique et le mettra en œuvre après son approbation;

Department's Planned Measures for 2014-2015

The Department of Justice will:

- continue to identify, prioritize and recommend print, electronic material, and website content for translation, including Family Law consultation/discussion papers;
- hire bilingual staff when appropriate vacancies occur and hire designated bilingual staff based on operational needs;
- continue to support the French-language Coordinator who will:
 - coordinate French assessments of current and new employees in designated positions to evaluate their French-language capacity and assist human resources with the hiring process;
 - translate documents if they relate to specific province-wide initiatives or if they pertain to Acadian-related matters;

- fera traduire en français les documents qui ont trait à des initiatives particulières qui s'adressent à toute la province, ou qui portent sur des sujets d'intérêt pour la communauté acadienne et francophone;
- augmentera la capacité d'offrir des services en français¹ en déterminant quels employés sont en mesure d'offrir des services en français aux clients et en offrant à ces employés les outils, les ressources et la formation nécessaires pour acquérir des compétences linguistiques en français;
- fournira des services en français au sein du Ministère selon les besoins;
- appuiera le projet de dialogue sur la violence familiale en facilitant la participation de la communauté acadienne et francophone, en présentant des exposés à cette dernière, et en coordonnant la traduction du matériel s'il y a lieu.

Progrès réalisés par rapport aux buts et objectifs pour 2014-2015

Bien qu'un plan précis pour la traduction n'ait pas été rédigé, approuvé et mis en œuvre, le Ministère a fait traduire 45 057 mots durant l'exercice de 2014-2015. Il s'agissait de textes imprimés et électroniques, de contenus de sites Web et d'autres types de documents.

Dans le cadre de la consultation menée en vue de la réforme du droit de la famille, le Ministère a tenu une rencontre avec un groupe de discussion bilingue et a traduit une réponse du français à l'anglais. Le document de travail sur le projet de réforme du droit familial a été traduit.

Le Ministère a continué d'appuyer la coordonnatrice des services en français qui a assisté les Ressources humaines avec le processus d'embauche. Une demande d'évaluation du français a été transmise à l'Université Sainte-Anne.

Les travaux sur le projet de Dialogue sur la violence familiale ont pris fin en 2014-2015. Auparavant, des exposés sur les résultats de la première étape avaient été présentés à de nombreux organismes, notamment à des groupes acadiens et francophones.

- develop and implement an approved print and electronic translation plan;
- increase French-language services capacity¹ by identifying employees capable of providing French-language service and by providing learning tools, resources and training in support of French-language skills development;
- provide departmental services in French where appropriate; and
- support the Dialogue on Domestic Violence Project, including facilitating engagement with the Acadian and francophone community, making presentations to the Acadian and francophone community and coordinating translation of materials as required.

The Department Progress in Reaching Goals and Objectives for 2014-2015

Although an approved print and electronic translation plan was not developed and implemented, the Department of Justice translated 45,057 words in 2014-2015 fiscal year for print, electronic material, website content and miscellaneous documents requiring translation.

As part of the consultation process of the Family Law Reform Project, the department held one bilingual focus group in Yarmouth and translated one response from French to English. The Family Law Reform Project discussion paper was translated.

The department continued to support the French-language Coordinator who assisted HR with the hiring process. One French assessment from Université Sainte-Anne was requested.

In 2014/15, work on the Dialogue on Domestic Violence and Abuse project concluded. This followed previous presentations on the results of phase 1 to numerous organizations, including Acadian and Francophone groups.

¹ Selon les besoins du Ministère et conformément à la politique sur les cours de français.

¹ Based on operational needs and the French-language training policy.

Certaines divisions entreprendront des initiatives précises.

Les Services juridiques :

- continueront de viser l'excellence en fournissant des conseils de qualité à leurs clients, notamment aux Affaires acadiennes;
- continueront d'augmenter leur capacité de répondre aux demandes pour des services en français au sein du Ministère en déterminant qui, parmi les avocats et le personnel de soutien, est en mesure d'offrir des services en français aux clients ou de suivre des cours de français pour le faire;
- continueront de veiller à ce que les avocats et le personnel de soutien profitent des possibilités de suivre des cours de français.

Progrès réalisés par les Services juridiques par rapport aux buts et objectifs pour 2014-2015

La Division des services juridiques a continué de conseiller les Affaires acadiennes sur des questions juridiques pertinentes à leurs activités et à leur travail.

En 2014-2015, des avocats et des membres du personnel de soutien ont été désignés pour suivre des cours de français. En tout, six employés ont suivi différents cours de français. Trois personnes ont suivi un cours de français de base, deux personnes ont suivi un cours de correspondance juridique en français et une personne a pris part à la Semaine de perfectionnement en français juridique 2014-2015 organisée par le Centre canadien de français juridique.

Sur le site Web du Ministère, on a traduit la page Web des commissaires à l'assermentation de la Nouvelle-Écosse, les lignes directrices et les instructions (http://novascotia.ca/just/Legal_Services/commissioner_oaths-fr.asp).

Les Services judiciaires :

- consulteront et rencontreront régulièrement l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse afin d'explorer les nouveaux secteurs où des services additionnels pourraient être offerts à la communauté acadienne et francophone;
- embaucheront des employés bilingues où cela est nécessaire et indiqueront dans les offres d'emploi que la connaissance du français est un atout;
- appuieront l'offre de cours de français à l'Université Sainte-Anne et financeront la formation (avec l'aide du fédéral);

Various divisions will take on specific initiatives, such as:

Legal Services will:

- continue its commitment to excellence in providing quality advice to government clients, including Acadian Affairs;
- continue to increase capacity to respond to requests for French-language services in the Department of Justice by identifying lawyers and support staff capable of (or suitable for training to) provide French-language service to government clients; and
- continue to ensure lawyers and support staff are taking advantage of relevant French-language training opportunities on an on-going basis.

Legal Services Progress in Reaching Goals and Objectives for 2014-2015

Legal Services Division continued to provide ongoing legal advice to Acadian Affairs in support of their business operations.

In 2014-15, lawyers and support staff were identified to take French-language training. Legal Services sent a total of six employees on various level of basic French training. Three staff participated in basic French, two took French Legal Correspondence and one employee participated to "la Semaine de perfectionnement en français juridique 2014-2015" sponsored by the Centre canadien de français juridique.

The Nova Scotia Commissioners of Oaths webpage, guidelines and instructions were translated on the Department of Justice website http://novascotia.ca/just/Legal_Services/commissioner_oaths-fr.asp.

Court Services will:

- consult and meet regularly with l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse to explore areas where enhanced services could be offered to Acadian and francophone community;
- hire bilingual employees where required, and advertise French-language capacity as an asset for employment consideration;
- support French-language training offered at Université Sainte-Anne, and fund training (with federal support);

- garderont à jour la version française des règles de la procédure civile;
- continueront d'appuyer le Programme d'information pour les parents en français;
- concevront, élaboreront et utiliseront au besoin une trousse d'administration des jurés en français;
- traduiront et afficheront sur le site Web les feuillets d'information sur le Programme d'exécution des ordonnances alimentaires;
- exploreront la faisabilité d'offrir des services de traduction aux clients pour l'homologation de testaments en français;
- veilleront à ce qu'il y ait un juge et un sténographe judiciaire qui parlent français lors des audiences, conformément à l'article 530 du *Code criminel* et à la *Loi sur les contraventions* (loi fédérale).

Progrès réalisés par les Services judiciaires par rapport aux buts et objectifs pour 2014-2015

Les Services judiciaires ont discuté de la prestation de services en français avec l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse, notamment de la promotion et de l'offre en français du Programme d'information pour les parents et de l'appui au nouveau centre d'accès à la justice à Halifax. Des rencontres ont eu lieu les 5 juin et 3 septembre 2014. Les représentants des Services judiciaires ont assisté à la cérémonie d'ouverture du nouveau Centre d'accès à la justice le 21 novembre 2014 et des articles annonçant l'ouverture ont été publiés en français et en anglais sur le site Web du droit de la famille le 19 décembre 2014.

Un poste bilingue classé JO2 a été annoncé et comblé à Digby. Un poste a été comblé à Yarmouth avec une personne à l'emploi du Ministère et ayant les compétences requises en français. Les sténographes judiciaires ont reçu une demande de déclaration d'intérêt pour des cours intensifs de français. Une personne entreprendra des cours intensifs de français à l'Université Sainte-Anne au printemps 2015.

Quand le budget le permet, on la Division des services judiciaires continue de faire traduire les règles de la procédure civile. Au cours de l'exercice financier, les règles 65 et 90.26 ont été traduites et publiées sur le site Web des tribunaux de la Nouvelle-Écosse (http://www.courts.ns.ca/Civil_Procedure_Rules/cpr_in_french.htm).

La Division a continué de promouvoir le Programme d'information pour les parents (PIP) aux employés et aux membres du public, et a offert le service sur demande. Les lettres portant sur le calendrier des séances ont été révisées en novembre 2014 pour indiquer que le service était offert en français. Des affiches bilingues pour annoncer le programme ont été installées dans les tribunaux de la famille.

- maintain translation of Civil Procedure Rules;
- continue to support the French-language Parent Information Program;
- design, develop and use as required, a French-language jury administration package;
- Translate and publish on the website Maintenance Enforcement Program fact sheets;
- explore the feasibility of providing Probate translation services for clients with French-language wills; and
- arrange for a French-speaking judge, court reporter and interpreters for proceedings in accordance with section 530 of the *Criminal Code* of Canada and the Federal *Contraventions Act*.

Court Services Progress in Reaching Goals and Objectives for 2014-2015

Court Services discussed with l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse French-language service delivery, including promotion and delivery of the French Parent Information Program, and support of the new Justice Access Centre (JAC) in Halifax. Meetings were held on June 5, 2014 & September 3, 2014. Court Services representatives attended opening ceremony of new JAC on November 21, 2014 and news item announcing opening of the JAC was uploaded to NS Family Law website on December 19, 2014 in both French and English.

Advertised and filled a designated bilingual JO2 position in Digby; filled a position in Yarmouth with staff member with French-language capacity. Sent out an expression of Interest for Intensive French training for Court Reporters. One staff due to begin intensive French training at Université Sainte-Anne spring 2015.

Civil Procedure Rules continued to be translated in French where budget capacity existed. In this fiscal year, Rules 65 and 90.26 were translated and published on the Nova Scotia Courts website http://www.courts.ns.ca/Civil_Procedure_Rules/cpr_in_french.htm.

Continued promotion of the availability of the Parent Information Program (PIP) to court staff and members of the public and delivery of the service when requested. Scheduling letters revised in November 2014 to state, in French, that the service is available in French and updated bilingual posters advertising the program posted in family courthouses.

Le 17 novembre 2014, la Division a annoncé en français et en anglais sur le site Web du droit de la famille que le Programme d'information pour les parents était offert dans les deux langues officielles du pays. Des gazouillis dans les deux langues ont aussi été envoyés du compte Twitter @nsfamilylaw pour l'annoncer.

La personne chargée du Programme d'information pour les parents a présenté le programme aux conseillers en orientation des écoles de la Nouvelle-Écosse le 24 octobre 2014 lors d'une journée de perfectionnement en soulignant qu'il est aussi offert en français. Elle a présenté un exposé semblable aux membres de l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse lors de leur assemblée générale annuelle.

Un comité de travail dirigé par Paul Fay, administrateur d'un tribunal, revoit la trousse d'information destinée aux jurés et la question des procès en français avec jurés. Il s'agit d'un projet pluriannuel.

Les fiches d'information sur le Programme d'exécution des ordonnances alimentaires ont été traduites et envoyées à Communications Nouvelle-Écosse pour faire le graphisme. Il s'agit d'un projet continu.

Le Ministère continue les discussions avec l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse sur la question des testaments en français. Il s'agit d'un projet continu.

Les dépliants des Services aux victimes *Counselling for Children Exposed to Domestic Violence* (http://novascotia.ca/just/victim_Services/docs/Children_Exposed_Info_Sheets-fr.pdf) et *Tenant facing Domestic Violence* (http://novascotia.ca/just/victim_Services/tenant_facing_domestic.asp) ont été traduits et affichés sur le site Web du Ministère (*Counseling pour les enfants témoins de violence perpétrée par un partenaire intime, Locataires dans une situation de violence familiale*). Des juges et des sténographes judiciaires qui parlent français ont participé à 25 procès conformément à l'article 530 du Code criminel et à la Loi sur les contraventions (loi fédérale). De plus, nous avons eu 24 fois recours à des interprètes qui parlent français pour des audiences en cour.

Des employés bilingues occupent des postes clés : agent des services aux victimes (Yarmouth), greffier, sténographe judiciaire, juge, employé à l'accueil (Yarmouth, Halifax, Port Hawkesbury et Digby), employé au tribunal successoral, en justice familiale et aux services des shérifs et chef du programme provincial de services aux victimes.

Douze personnes ont suivi la formation en terminologie juridique en français à différents endroits de la province. Trois personnes ont assisté à la Semaine de perfectionnement en français juridique et complété deux séances de formation en ligne offertes par le Centre canadien de français juridique

News item uploaded to NS Family Law website on November 17, 2014 in both French and English advertising the availability of PIP in both official languages. Tweets in both official languages were sent from @nsfamilylaw handle on November 26, 2014 advertising the availability of PIP in French and English.

Provincial PIP Coordinator gave a presentation to N.S. school guidance counsellors during October 24, 2014 Professional Development Day about the Program and its availability in French and gave a similar presentation to l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse members during their 2014 Annual General Meeting about the Program.

A working committee led by Court Administrator Paul Fay is reviewing the Jury Information Package, including the issue of French Jury Trials. This is a multi-year project.

The Maintenance Enforcement Program fact sheets were translated and sent to Communications NS for design work. This is an ongoing project.

The department is continuing to engage in discussions with l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse about French-language Wills. This is an ongoing project.

Victim Services brochure "*Counselling for Children Exposed to Domestic Violence*" http://novascotia.ca/just/victim_Services/docs/Children_Exposed_Info_Sheets-fr.pdf and "*Tenant facing Domestic Violence*" http://novascotia.ca/just/victim_Services/tenant_facing_domestic.asp were translated and published on the department's website. French-speaking judges, and court reporters provided for 25 proceedings in accordance with section 530 of the Criminal Code of Canada and the Federal Contraventions Act. Additionally, we employed 24 French-language interpreters for court hearings.

Bilingual staff hold positions in key areas, including: Relief Victim Services Officer (Yarmouth); Prothonotary, Court Reporters, Judges and front counter offices (Yarmouth, Halifax, Port Hawkesbury and Digby); staff in Probate, Family Justice, Sheriff Services, and the Manager of Provincial Victim Services Program (Halifax).

Twelve staff attended French legal terminology training at various locations in N.S. throughout the year, three employees attended la Semaine de perfectionnement en français juridique and completed two online training sessions offered by the Centre canadien de français juridique (CCFJ) in Winnipeg,

(CCFJ) à Winnipeg (Manitoba). Douze personnes ont suivi le cours de français de base et trois personnes ont suivi le cours de correspondance juridique en français offert par l'Institut Joseph Dubuc de Winnipeg (Manitoba).

Les Services correctionnels :

- amélioreront les services à leurs clients, à leurs partenaires et au public francophones en faisant traduire les affiches dans les établissements correctionnels et les bureaux communautaires de services correctionnels;
- continueront d'appuyer le personnel qui suit des cours de français pour augmenter la capacité de communiquer en français oralement et par écrit avec les clients, les tribunaux et le public.

Progrès réalisés par les Services correctionnels par rapport aux buts et objectifs pour 2014-2015

Pour améliorer les services aux clients francophones, les Services correctionnels ont installés des affiches Bonjour! dans leurs locaux de Kentville. Le bureau correctionnel communautaire a informé le public de l'offre de services en français.

Les bureaux de Yarmouth et de Port Hawkesbury ont aussi installé les affiches Bonjour!. Les bureaux correctionnels communautaires n'ont pas eu besoin d'avoir des entrevues en français avec les clients, mais il y a eu rédaction d'un rapport présentiel en français avec l'assistance des Affaires acadiennes et de traducteurs du Nouveau-Brunswick pour veiller au respect des normes d'écriture dans le domaine.

Au cours de l'année, six personnes ont suivi la formation en terminologie juridique en français à différents endroits de la province. Deux personnes ont suivi la Semaine de perfectionnement en français juridique offerte par le Centre canadien de français juridique (CCFJ) à Winnipeg au Manitoba. Une personne a suivi deux séances de formation en ligne offertes par ledit centre et une personne a suivi un cours de base en français.

Les normes de formation pour les agents correctionnels et le processus de recrutement et de sélection, de même que le guide de référence rapide sur les visiteurs professionnels aux établissements correctionnels, ont été affichés sur les sites Web du Ministère à <http://novascotia.ca/just/Corrections/careers-fr.asp> et à http://novascotia.ca/just/Corrections/policy_procedures/Professional_Visitors-fr.pdf.

Manitoba, Twelve employees studied basic French and three took French Legal Correspondence training offered by the Institut Joseph Dubuc, from Winnipeg, Manitoba.

Correctional Services will:

- enhance services to francophone clients, partners, and the public by providing translated signage within correctional facilities and designated community corrections offices; and
- continue to support staff participating in French-language training to increase capacity to provide French oral and written communication with clients, the courts and the general public.

Correctional Services Progress in Reaching Goals and Objectives for 2014-2015

To enhance services to francophone clients, Correctional Services posted "Bonjour!" signs in their Kentville, Community Correction Office advised the public of the availability of French services.

Yarmouth and Port Hawkesbury are displaying the "Bonjour!" poster as well. The Community Correction Offices did not have a need to hold French interviews with clients but wrote one French pre-sentence report with the assistance of Acadian Affairs and N.B. translators to ensure standard of writing.

Six staff attended French legal terminology training at various locations in NS throughout the year, two employees attended la Semaine de perfectionnement en français juridique offered by the Centre canadien de français juridique (CCFJ) in Winnipeg, Manitoba, one staff member completed two online training sessions offered by the CCFJ and one employee studied basic French.

The Correctional Officers' training standards, recruitment and selection process and the Quick Reference Guide for Professional Visitors were posted on the Department of Justice website <http://novascotia.ca/just/Corrections/careers-fr.asp> and http://novascotia.ca/just/Corrections/policy_procedures/Professional_Visitors-fr.pdf.

La Division de la sécurité publique :

- explorera la possibilité de faire traduire la page Web de la section de la sécurité privée quand la loi sur les services de sécurité et d'enquête (*Security and Investigative Services Act*) aura été promulguée;
- continuera de trouver des candidats pour suivre des cours de français, informera les nouveaux employés des possibilités de suivre des cours de français et encouragera tous les employés à envisager de suivre des cours de français;
- continuera d'informer les employés des possibilités de suivre des cours de français;
- fera traduire en français les documents qui ont trait à une initiative particulière qui s'adresse à toute la province ou qui portent sur des sujets d'intérêt pour la communauté acadienne et francophone;
- explorera la possibilité de faire traduire les nouveaux dépliants, formulaires et avis tout en reconnaissant qu'il n'est pas possible de tout faire traduire pour l'instant, mais elle continuera d'explorer les possibilités;
- continuera de répondre aux demandes pour offrir le Cours canadien de sécurité dans le maniement des armes à feu en trouvant des instructeurs qui peuvent le faire et en obtenant les manuels en français;
- veillera à ce que le programme fédéral sur le maniement des armes à feu, les dépliants et tout autre matériel d'information continuent d'être offerts dans les deux langues officielles du pays;
- annoncera les postes à pourvoir à la Division de la sécurité publique avec la mention que la connaissance du français est un atout s'il y a lieu;
- continuera, par l'intermédiaire de l'Unité de prévention du crime, de chercher des occasions de participer avec des intervenants, comme l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse et la Fédération des femmes acadiennes de la Nouvelle-Écosse, à des initiatives comme celles pour lutter contre la violence faite aux aînés et le plan d'action provincial pour contrer la violence familiale;
- continuera de collaborer avec le Conseil scolaire acadien provincial pour l'utilisation de l'approche de la justice réparatrice en milieu scolaire.

Public Safety and Security will:

- explore the possibility of translating the private security webpage once the new *Security and Investigative Services Act* is in force;
- continue to identify candidates for French-language training, inform new employees of French-language training opportunities and encourage all employees to consider French-language training;
- continue to identify opportunities for employees to consider French-language training;
- translate documents into French if they relate to a specific province-wide initiatives or if they pertain to Acadian community matters; and
- explore the possibility of translating new divisional pamphlets, forms and notices recognizing that not all forms and notices can be translated at this point but will continue to monitor these options;
- continue to respond to requests for delivery of the Canadian Firearms Safety Course in French by identifying instructors able to do so within the program and obtaining manuals in French;
- ensure the federal firearms program, pamphlets and other information material will continue to be available in both official languages;
- advertise vacant or new positions within the Public Safety and Security Division as seeking French-language capacity as an asset where appropriate;
- continue to seek opportunities through the Crime Prevention Unit, to engage with stakeholders such as l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse and la Fédération des femmes acadiennes de la Nouvelle-Écosse in relation to initiatives such as senior abuse and the Provincial Domestic Violence Action Plan; and
- continue to collaborate with the Conseil Scolaire Acadian Provincial regarding the Restorative Approach in schools project.

Progrès réalisés par la Sécurité publique par rapport aux buts et aux objectifs pour 2014-2015

Comme la nouvelle loi sur les services de sécurité et d'enquête (Security and Investigative Services Act) n'était pas encore en vigueur en 2014-2015, la possibilité de faire traduire la page Web sur la sécurité privée sera étudiée plus tard.

La Division a informé les nouveaux employés des possibilités de suivre des cours de français et a encouragé tous les employés à envisager de suivre des cours de français. Elle a aussi trouvé des occasions où les employés pourraient envisager de suivre des cours de français. Cela fera désormais partie de nos pratiques courantes. Trois personnes ont indiqué leur intérêt à suivre des cours de français

Cyberscan a préparé une présentation média en français pour les écoles francophones et a fourni les services d'un interprète pour assister son personnel lors des présentations. La Division continuera d'explorer la possibilité de faire traduire ses nouveaux dépliants, formulaires et avis, et ce, dans une démarche courante.

La Division a veillé à ce que le programme, les dépliants et tout autre matériel d'information sur les armes à feu soient dans les deux langues officielles du pays tant en ligne qu'au bureau, et a indiqué qui étaient les instructeurs en mesure de livrer le Cours canadien de sécurité dans le maniement des armes à feu avec des manuels en français. Il s'agit d'une activité continue.

La Division de la sécurité publique n'est plus chargée des programmes pour lutter contre la violence familiale ou la violence faite aux aînés. Le Ministère des Aînés administre le programme de la lutte contre les aînés, et le Conseil consultatif sur le statut de la femme, celui de la lutte contre la violence familiale.

La Division attend de savoir si elle continuera d'avoir des fonds pour le poste de supervision du projet des approches réparatrices dans les écoles afin de poursuivre la collaboration avec le Conseil Scolaire Acadien Provincial. La page Web et la fiche sur la justice réparatrice ont été traduites et affichées sur le site Web du Ministère http://novascotia.ca/just/prevention/restorative_approaches_in_schools-fr.asp. Au cours de la dernière année, un poste annoncé indiquait que le français constituait un atout. Il y a aussi une personne bilingue à la section de la sécurité privée et une autre à la section de la prévention du crime, mais il s'agit d'un détachement.

Public Safety and Security Progress in Reaching Goals and Objectives for 2014-2015

The new Security and Investigative Services Act did not come into force in 2014-15 so the goal of exploring the possibility of translating the private security webpage will be ongoing.

Informed new employees of French-language training opportunities and encouraged all employees to consider French-language training as well as identified opportunities for employees to consider French-language training. This goal will now become part of our regular business. Identified 1 candidates with two others who have formally submitted an expression of interest for French-language training.

Cyberscan developed a French-language deck presentation for francophone schools and also provided a French-language interpreter who will assist Cyberscan staff during the presentations. We will continue to explore the possibility of translating new divisional pamphlets, forms and notices as part of our regular business.

Ensured the federal firearms program, pamphlets and other information material were available in both official languages online and at the office as well as identified instructors able to deliver the Canadian Firearms Safety Course with French manuals. This will be ongoing.

Public Safety is no longer responsible for Domestic Violence Programs or Senior Abuse. Senior abuse is now with the Department of Seniors and Domestic Violence is with the Status of Women.

Waiting to hear about continued funding for the position that oversees Restorative Justice in Schools to continue collaborating with the Conseil Scolaire Acadien Provincial regarding the Restorative Approach in schools project. The restorative web page and fact sheet translated and published on the department's website

http://novascotia.ca/just/prevention/restorative_approaches_in_schools-fr.asp.

A positions in the past year were advertised as French being an asset. We also have a position in Private Security and a secondment in Crime Prevention.

L'Aide juridique :

- continuera de faire de la connaissance du français un atout lors de l'embauche de nouveaux employés;
- continuera de mettre à jour la liste des employés à qui des cours de français sont offerts;
- fera traduire les fiches sur le droit des pauvres et la justice sociale;
- fournira des cartes professionnelles bilingues aux employés bilingues de l'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse;
- continuera de mettre à jour son site Web en français.

Progrès réalisés par l'Aide juridique par rapport aux buts et objectifs pour 2014-2015

L'Aide juridique a annoncé à sept occasions des postes pour lesquels le français était considéré comme un atout. Six postes ont été comblés à l'interne et un stagiaire en droit bilingue a été embauché pour travailler au bureau d'Antigonish. L'Aide juridique indiquera que les compétences en français sont un atout lorsque qu'elle embauchera des employés.

L'Aide juridique tient une liste des employés à qui elle a offert de suivre des cours de français. Actuellement, dix personnes suivent des cours à différents niveaux de compétence.

Les fiches sur le droit des pauvres et la justice sociale ont été traduites.

Cinq avocats de l'Aide juridique ont reçu des cartes professionnelles bilingues.

Des mises à jour ont été apportées au site de l'Aide juridique et un message a été ajouté pour indiquer que le bureau de Sydney adhérerait au programme Bonjour! (<http://nslegalaid.ca/getaid.php>).

Objectif stratégique 3 – Engagement et approche communautaires

Buts et objectifs du Ministère pour 2014-2015

Pour assurer la participation de la communauté acadienne et francophone et offrir des services qui appuient son développement et son essor, le ministère de la Justice s'est engagé à :

- établir des relations entre le gouvernement et la communauté acadienne et francophone par un engagement formel et informel et l'offre de services en français

Legal Aid will:

- continue to make proficiency in French a desirable asset in hiring new personnel;
- continue to update and expand the list of employees to whom French-language training is offered;
- translate Social Justice/Poverty Law Cards;
- provide bilingual business cards to bilingual members of Nova Scotia Legal Aid; and
- continue to make upgrades to our French-language website.

Legal Aid Progress in Reaching Goals and Objectives for 2014-2015

Legal Aid advertised on seven occasions for position listing French would be considered an asset. Six posts were filled internally and one bilingual articling clerk was hired to work in the office in Antigonish. Legal Aid will advertise French proficiency as a desirable asset in hiring new personnel an ongoing basis.

A list of employees to whom French-language training is offered is maintained and Legal currently has ten persons participating in various levels of French training.

The Social Justice/Poverty Law Cards were translated.

Five Legal Aid Lawyers were provided bilingual business cards; and

Upgrades were made to the Nova Scotia Legal Aid including a message to the public that the Sydney office has been designated as a Bonjour! Office <http://nslegalaid.ca/getaid.php>.

Strategic Objective 3: Community engagement and outreach

Department's Goals and Objectives 2014-2015

To engage the Acadian and francophone community and provide services which support its development and growth, the Department of Justice is committed to:

- building relationships between government and the French-speaking community through formal and informal engagements and providing French-language services during consultations;

lors des consultations;

- encourager les Acadiens et les francophones à présenter une demande pour devenir membre des conseils, des agences et des commissions;
- informer les intervenants et la communauté sur le processus de soumission de plaintes relatives aux services gouvernementaux y compris les services en français.

Mesures prévues en 2014-2015

Le Ministère :

- fournira une aide financière et des contributions en nature pour appuyer les activités de l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse. Des professionnels du Ministère présenteront des exposés sur les carrières dans le domaine de la justice lors de la Semaine du droit;
- affichera le formulaire de plainte des clients francophones des Services judiciaires sur le site Web de ces derniers.

Progrès réalisés par rapport aux buts et objectifs pour 2014-2015

Le Ministère a fourni une aide financière et des contributions en nature pour appuyer les activités de l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse. Dans le cadre de la Semaine du droit, des professionnels du Ministère ont présenté des exposés sur les carrières dans le domaine de la justice.

Le Ministère a accordé des fonds pour appuyer l'ouverture du nouveau centre d'accès à la justice à Halifax et a mis sur le site Web des Services judiciaires la version française du formulaire de plainte pour les clients francophones (http://novascotia.ca/just/Court_Services/_docs/Public_Complaints_Brochure-fr.pdf).

Le Ministère a encouragé les Acadiens et les francophones à présenter une demande pour faire partie des conseils, des agences et des commissions en plaçant une annonce en français dans le Courrier de la Nouvelle-Écosse les 18 avril, 2 mai, 10 et 17 octobre 2014.

- encouraging francophones to apply for position on Agencies, Boards and Commissions; and
- advising stakeholders and the community about the process to submit complaints about government services including French-language services.

Planned Measures for 2014-2015

The Department of Justice will:

- provide funding and in-kind contributions to support l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse and offer career lectures by professionals working with the Department of Justice to facilitate Law Week; and
- publish on the Court Services website the Court Service's client complaint form for use by French-language clients.

The Department's Progress in Reaching Goals and Objectives for 2014-2015

The Department of Justice provided funding to support l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse and offered career lectures by professionals working with the Department of Justice to facilitate Law Week.

The department gave funding in support of the opening of the new Justice Access Centre (JAC) in Halifax. and published on the Court Services website http://novascotia.ca/just/Court_Services/_docs/Public_Complaints_Brochure-fr.pdf the Court Service's client complaint form for use by French-language clients.

Encouraged the Acadian and francophones to apply for positions on Agencies, Boards and Commissions by placing a French ad in "Le Courrier" on April 18, May 2 and October 10 & 17, 2014.

Buts, objectifs et mesures pour 2015-2016

Objectif stratégique 1 – Leadership et orientation politique

Pour se faire le champion et assurer le soutien des cadres de planification, d'administration et d'élaboration de politiques pour la mise en œuvre de la *Loi sur les services en français* et son règlement, le ministère de la Justice s'est engagé à :

- appuyer les Affaires acadiennes par l'application de la *Loi sur les services en français* et de son règlement;
- contribuer au rapport d'étape annuel du gouvernement provincial sur les services en français;
- continuer d'élaborer des politiques pour appuyer la prestation de services en français.

Mesures prévues en 2015-2016

Le Ministère :

- tiendra régulièrement des rencontres avec les intervenants pour discuter de la prestation des services en français et de la promotion des services et des programmes qui profitent aux collectivités acadiennes et francophones en Nouvelle-Écosse;
- fera en sorte que la coordonnatrice des services en français continue de siéger à plusieurs comités et tiendra l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse (AJEFNE) et le comité des coordonnateurs des Affaires acadiennes informés des projets en cours;
- rédigera et affichera en ligne son plan de services en français pour l'année 2015-2016 et les mesures prévues pour 2016-2017, et ce, dans les deux langues officielles du pays;
- appuiera les Affaires acadiennes en mettant en œuvre et en suivant le programme *Bonjour!* et en faisant la promotion des prix d'excellence *Bonjour!* pour les services en français;
- fera en sorte que la coordonnatrice des services en français passe en revue tous les tableaux sur les besoins des divisions pour la prestation de services en français.

Goals, Objectives, and Measures for 2015-2016

Strategic Objective 1 – Leadership and policy direction

To champion and support the policy development, planning, and administrative frameworks for the implementation of the *French-language Services Act* and *Regulations*, the Department of Justice is committed to:

- supporting Acadian Affairs by implementing the *French-language Services Act* and *Regulations*;
- contributing to provincial government's Annual Plan and Progress Report on French-language services; and
- ongoing development of policies to support the delivery of French-language services.

Department's Planned Measures for 2015-2016

The Department of Justice will:

- hold regular meetings with stakeholders to discuss French-language service delivery and promotion of services and programs that benefit the Acadian and francophone communities in Nova Scotia;
- ensure the French-language Services Coordinator continues to sit on numerous committees and keep l'Association des juristes expression française de la Nouvelle-Écosse and the French-language Services Coordinators Committee at Acadian Affairs informed of current projects;
- complete and publish on the department's website the 2015-16 French-language Services Accountability Report and the 2016-17 business plan in both official languages;
- support Acadian Affairs by implementing the "*Bonjour!*" campaign at the Department of Justice and by promoting the "*Bonjour!*" Awards for Excellence in French-language Services; and
- ensure the French-language Services Coordinator conducts a review of all the divisional French-language services operational needs tables.

| | |
|--|--|
| <p>L'Aide juridique :</p> <ul style="list-style-type: none">• continuera de consulter les intervenants francophones;• publiera sur son site Web des extraits en français et en anglais du plan de services en français du ministère de la Justice pour 2015-2016 et des mesures prévues pour 2016-2017;• sera représentée au sein du comité consultatif ministériel sur les services en français du ministère de la Justice. | <p>Legal Aid will:</p> <ul style="list-style-type: none">• continue to consult with French-language stakeholders;• publish on the Legal Aid's website excerpts about Legal Aid in both official languages from the 2015-16 Department of Justice French-language Services Accountability Report and 2016-17 business plan; and• be represented on the Department of Justice French-language Advisory Committee. |
| <p>Objectif stratégique 2– Disponibilité et accessibilité des services en français</p> | <p>Strategic Objective 2: Availability and accessibility of French-language Services</p> |
| <p>Pour augmenter la visibilité des services en français par l'offre active, la communication, les ressources électroniques et sur papier ainsi qu'une plus grande capacité de la part de la fonction publique d'offrir des services en français, le Ministère s'est engagé à :</p> <ul style="list-style-type: none">○ offrir des services et du matériel d'information qui répondent aux besoins prioritaires de la communauté acadienne et francophone;○ appuyer l'apprentissage du français;○ augmenter la capacité d'offrir des services en français dans les domaines prioritaires. | <p>To increase the visibility of French-language services through active offer, communications, printed and electronic material, and increased French-language capacity of public servants, the Department of Justice is committed to:</p> <ul style="list-style-type: none">○ delivering services and informational materials that respond to the priority needs of the Acadian and francophone community;○ supporting French-language training; and○ increasing capacity to provide French-language services in priority areas. |
| <p>Mesures prévues en 2015-2016</p> <p>Le Ministère :</p> <ul style="list-style-type: none">• continuera d'indiquer quels textes imprimés et électroniques et quels contenus Web devraient être traduits en français (notamment les documents de travail pour la consultation sur le droit de la famille) et dans quel ordre de priorité. Il fera des recommandations à cet égard;• maintiendra et mettra à jour la page Web <i>Bonjour!</i> sur les services en français sur son site;• fera la promotion du Programme d'information pour les parents (PIP) aux employés et aux membres du public, et offrira le service sur demande;• étudiera la possibilité d'offrir en ligne un module du programme d'information pour les parents en français;• étudiera la possibilité de mettre en ligne du matériel du gouvernement fédéral sur la parentalité après la rupture, et ce, en anglais et en français; | <p>Department's Planned Measures for 2015-2016</p> <p>The Department of Justice will:</p> <ul style="list-style-type: none">• continue to identify, prioritize and recommend print, electronic material, and website content for translation, including Family Law consultation/discussion papers;• maintain and update the "<i>Bonjour!</i>" / Services en français web page on the department's website;• promote availability of the parent information program to court staff and members of the public as well as delivering the service when requested;• explore the possibility of offering an online Parent Information Program module in French;• explore the possibility of having online PAS (Parenting After Separation) Canada materials made available in French and English; |

- continuera de revoir, par l'entremise d'un comité, la trousse d'information destinée aux jurés y compris la question des procès en français avec jurés;
- engagera la discussion avec l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse sur la possibilité d'offrir des services de traduction aux clients pour l'homologation de testaments rédigés en français;
- embauchera des employés bilingues quand des postes désignés bilingues seront à pourvoir selon les besoins du Ministère;
- continuera d'augmenter sa capacité de répondre aux demandes pour des services en français en déterminant qui, parmi le personnel, est en mesure d'offrir des services en français aux clients ou de suivre des cours de français pour le faire; le Ministère continuera aussi d'embaucher du personnel bilingue dans les secteurs de service clés;
- continuera de viser l'excellence en conseillant adéquatement ses clients du gouvernement, notamment les Affaires acadiennes;
- continuera de veiller à ce que le personnel profite des possibilités de suivre des cours de français, et ce, de façon continue,
- continuera d'appuyer la coordonnatrice des services en français qui :
 - coordonnera l'évaluation des compétences en français des employés déjà en poste et des nouveaux employés qui occupent des postes désignés bilingues, et assistera les ressources humaines avec le processus d'embauche;
 - augmentera la capacité d'offrir des services en français en déterminant quels employés sont en mesure d'offrir des services en français aux clients et en offrant à ces employés les outils, les ressources et la formation nécessaires pour acquérir des compétences linguistiques en français;
 - élaborera un plan de traduction pour le matériel imprimé et électronique et le mettra en œuvre après son approbation;
 - fournira des services en français au Ministère quand il y a lieu tout en appuyant toutes les divisions, et ce, en facilitant la participation de la communauté acadienne et francophone, en présentant des exposés à cette dernière, et en coordonnant la traduction et la publication de textes sur des initiatives qui s'adressent à toute la province ou qui portent sur des sujets d'intérêt pour la communauté acadienne.

- committee to continue review of the Jury Information Package, including the issue of French Jury Trials;
- engage in discussions with l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse to explore the feasibility of providing Probate translation services for clients with French-language wills;
- hire bilingual staff when appropriate vacancies occur and hire designated bilingual staff based on operational needs;
- continue to increase capacity to respond to requests for French-language services in the Department of Justice by identifying staff capable of (or suitable for training to) provide French-language service to government clients and continue to employ bilingual staff in key service areas;
- meet its commitment to excellence in providing quality advice to government clients including French services to Acadian Affairs;
- continue to ensure staff are taking advantage of relevant French-language training opportunities on an on-going basis; and
- continue to support the French-language Coordinator who will:
 - coordinate French assessments of current and new employees in designated positions to evaluate their French-language capacity and assist human resources with the hiring process;
 - increase French-language services capacity by identifying employees capable of providing French-language service and by providing learning tools, resources and training in support of French-language skills development;
 - develop and implement an approved print and electronic translation plan; and
 - provide departmental services in French where appropriate while supporting all the divisions by facilitating engagement with the Acadian and francophone community, making presentations to the Acadian and francophone community and coordinating translation and publication of materials relating to specific province-wide initiatives or if they pertain to Acadian-related matters.

L'Aide juridique :

- continuera de faire de la connaissance du français un atout lors de l'embauche de

Legal Aid will:

- continue to make proficiency in French a desirable asset in hiring new personnel;

nouveaux employés;

- continuera de mettre à jour la liste des employés à qui des cours de français sont offerts;
- imprimera 2000 fiches sur le droit des pauvres et la justice sociale et en fournira à tous les bureaux de l'aide juridique et des centres de justice pour distribution;
- traduira et imprimera des affiches sur la justice sociale;
- fournira des cartes professionnelles bilingues aux employés bilingues de l'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse;
- continuera à mettre à jour le contenu en français sur son site Web;
- embauchera des interprètes pour des entrevues quand il n'est pas possible d'avoir un avocat qui parle français.

Objectif stratégique 3 – Engagement et approche communautaires

Pour assurer la participation de la communauté acadienne et francophone et offrir des services qui appuient son développement et son essor, le ministère de la Justice s'est engagé à :

- établir des relations entre le gouvernement et la communauté acadienne et francophone par un engagement formel et informel et l'offre de services en français lors des consultations;
- encourager les Acadiens et les francophones à présenter une demande pour devenir membre des conseils, des agences et des commissions.

Mesures prévues en 2015-2016

Le Ministère :

- fournira une aide financière et des contributions en nature pour appuyer les activités de l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse. Des professionnels du Ministère présenteront des exposés sur les carrières dans le domaine de la justice dans le cadre de la Semaine du droit;
- collaborera avec le centre d'accès à la justice pour appuyer l'offre de services juridiques aux Néo-Écossais francophones;

- continue to update and expand the list of employees to whom French-language training is offered;
- print 2000 Social Justice/Poverty Law Cards and provide cards to every Legal Aid Offices and Justice Centres for distribution;
- translate and print poster advertising Social Justice;
- provide bilingual business cards to bilingual members of Nova Scotia Legal Aid as needed;
- continue to maintain the French-language content on Legal Aid website; and
- hire interpreters for interviews when a bilingual lawyer is not available.

Strategic Objective 3: Community engagement and outreach

To engage the Acadian and francophone community and provide services which support its development and growth, the Department of Justice is committed to:

- building relationships between government and the French-speaking community through formal and informal engagements and providing French-language services during consultations; and
- encouraging francophones to apply for position on Agencies, Boards and Commissions.

Planned Measures for 2015-2016

The Department of Justice will:

- provide funding and in-kind contributions to support l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse and offer career lectures by professionals working with the Department of Justice to facilitate Law Week;
- collaborate with the Justice Access Centre to support the delivery of legal services to French Nova Scotians; and

| | |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • affichera dans les médias francophones les postes vacants aux conseils, aux agences et aux commissions. <p>L'Aide juridique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • offrira du matériel bilingue avec son programme d'approche; • rencontrera une fois par année la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse pour discuter des besoins des collectivités acadiennes et francophones. | <ul style="list-style-type: none"> • Advertise positions for Agencies, Boards and Commissions in French media. <p>Legal Aid will:</p> <ul style="list-style-type: none"> • offer bilingual material with their outreach program; and • meet yearly with La fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse to discuss the needs of the acadien and francophone communities. |
| <p style="text-align: center;"><i>Priorités de la communauté acadienne et francophone</i></p> <p>Dans les dix dernières années, nous avons accompli beaucoup de progrès pour assurer aux Néo-Écossais francophones l'accès à la justice en français. Le ministère de la Justice et l'Aide juridique ont décrit dans le présent plan comment ils avaient répondu et ils continuent de répondre aux priorités de la communauté acadienne et francophone. Le Ministère et l'Aide juridique sont attentifs aux besoins de la communauté francophone et ils se sont engagés à faire progresser les questions qui sont au cœur de l'accès à la justice pour nos concitoyens de langue française et à résoudre celles qui sont en souffrance. Nous reconnaissons qu'il s'agit d'un travail de longue haleine et que certains défis à relever nécessiteront beaucoup de temps et de ressources.</p> <p>Le <i>Code criminel</i> garantit à l'accusé le choix de subir son procès dans la langue officielle du Canada qu'il préfère. L'accusé fait son choix quand il remplit l'avis d'intention dans un centre de justice. Selon l'infraction, le procès se déroule soit à la Cour provinciale soit à la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse. Des juges et des employés peuvent travailler dans les deux langues officielles du Canada. Au besoin, le ministère de la Justice fournit des services d'interprétation et de traduction.</p> | <p style="text-align: center;"><i>Priorities of the Acadian and Francophone Community</i></p> <p>In the past ten years, great progress has been made to ensure that French-speaking Nova Scotians have access to justice in French. The Department of Justice and Legal Aid has outlined in this plan how it has addressed, and will continue to address, the priorities of the Acadian and francophone community. The department and Legal Aid are sensitive to the needs of the francophone community and is committed to advancing and resolving outstanding issues which go to the heart of "access to justice" for our French-speaking Nova Scotians. We recognize this is a work in progress and some of the challenges will require significant time and resources to overcome.</p> <p>The <i>Criminal Code</i> guarantees the accused the choice of official language in which the court proceeding will be heard. This choice is made by the accused when completing the notice of intention at any Justice Centres. Depending upon the offence, the trial may then proceed in either the Provincial or Supreme Court. Judges and staff are available to provide the service in both official languages. The Department of Justice and Legal Aid also provide interpretation and translation services, when required.</p> |
| <p style="text-align: center;"><i>Conclusion : Contribution à la préservation et à l'essor de la communauté acadienne et francophone</i></p> <p>Le ministère de la Justice et l'Aide juridique continuent de travailler avec des partenaires et de cibler des zones prioritaires dans la province, comme Halifax, Dartmouth, Port Hawkesbury, Yarmouth et Digby, que la communauté acadienne et francophone juge comment les plus</p> | <p style="text-align: center;"><i>Conclusion: Contribution to the Preservation and Growth of the Acadian and Francophone Community</i></p> <p>The Department of Justice and Legal Aid continue to work with partners and focus efforts on priority areas of the province such as Halifax, Dartmouth, Port Hawkesbury, Yarmouth and Digby deemed most important by the Acadian and francophone community.</p> |

importantes.

Le Ministère et l'Aide juridique continuent d'améliorer encore plus leur capacité de répondre aux demandes de renseignements de première ligne, que ce soit au comptoir, à la réception, par téléphone ou dans les tribunaux, et de traduire les documents publics, particulièrement ceux qui sont publiés sur leurs sites Web respectifs. Ils facilitent aussi l'accès à la justice en français en continuant d'offrir aux personnels différents services et outils ainsi que de la formation en français. Le travail du Ministère et de l'Aide juridique continuera d'être guidé par les consultations directes avec les groupes acadiens et francophones et ainsi que l'étude des rapports des consultations produits par les Affaires acadiennes.

The department and Legal Aid continue to improve its capacity to deal with front-line inquiries at the counter, at reception areas, by phone, and in court, and also translate public material, especially material available on the departmental website. It facilitate access to justice in French by continuing to offer a variety of services, tools, and French-language training to staff. The department and Legal Aid's work continue to be guided by direct consultation with Acadian and francophone groups and through reference to consultation reports generated by Acadian Affairs.

